

Les subsides

N'oublions pas non plus que les scieries de Colombie-Britannique, et surtout celles de l'intérieur, sont plus productives que la plupart de leurs concurrentes américaines. Dans les années 70, l'industrie de ma province a utilisé ses capitaux et emprunté énormément pour se moderniser. Elle s'est tellement modernisée qu'elle a maintenant les scieries les plus productives au monde. Elles sont à la fine pointe du progrès technologique et utilisent notamment des lasers et des ordinateurs. Ces scieries sont vraiment quelque chose à voir.

En tant que député de Colombie-Britannique et d'une circonscription qui exporte sans doute plus de bois d'oeuvre que n'importe quelle autre, je trouve curieux de voir quelle image le réseau de télévision nationale nous donne des scieries. La plupart de ses photos datent probablement de dix à 20 ans. J'exhorte les médias à photographier des scieries modernes, car celles que nous voyons à la télévision nationale sont plutôt moyenâgeuses.

Je visite souvent les scieries de ma circonscription. Pratiquement chaque fois que j'en visite une, on me montre de nouvelles transformations. Le 1^{er} janvier, j'ai visité la scierie Ainsworth Lumber Company, à 100 Mile House. Le surintendant m'a fait visiter la scierie. Il m'a montré une innovation apportée depuis quelques semaines. Dans ma région, on se spécialise dans le débitage de billes de pin de différentes grosseurs et de différentes longueurs. Depuis toujours, les machines s'ajustent à la dimension de chacune à mesure qu'elles se présentent. Dans l'usine de bastings, où l'on fait les deux par quatre de huit pieds de long, on coupe généralement les billes à une longueur de huit pieds quatre pouces. Ces billes passent au hasard à la scie. Un des ouvriers a trouvé que ce serait peut-être une bonne idée de grouper les billes selon leur grosseur et de passer toutes les billes de la même grosseur en même temps pour éviter que les machines ne doivent s'ajuster pour chaque bille. Cette idée a été mise en pratique, et elle a fait augmenter la production de cette usine de 25 p. 100. Ces scieries s'efforcent de suivre le progrès technologique. Je le répète, ce sont les plus modernes du monde.

● (1640)

C'est un autre problème qui se pose aux États-Unis. Les Américains n'ont pas modernisé leurs scieries, comme le prouve la situation dans le secteur du bardeau. Un de leurs problèmes, outre la pénurie de bois, c'est que les scieries américaines sont très dépassées. Le bois offert par le Canada, et surtout celui de la Colombie-Britannique, est habituellement sinon toujours un produit de qualité supérieure qui est fort recherché par les constructeurs américains.

Une autre innovation récente dans les scieries, c'est le test de contrainte. Les planches sont testées une à une et toutes les planches faibles sont mises au rebut. Pour toutes ces raisons, ce bois de construction est très prisé; il est supérieur au bois américain. Le résineux venant du sud des États-Unis, le pin à encens, donne un bois de construction de très piètre qualité. Ce sont les causes d'une foule de problèmes qu'éprouvent les producteurs américains. Une autre question est la valeur différente de nos monnaies. La différence joue évidemment en notre faveur, mais il ne faut pas en blâmer l'industrie canadienne.

L'industrie américaine n'a pas raison de crier à l'injustice et de lancer une autre action éprouvante contre le Canada. Nous savons que la fermeture de scieries aux États-Unis a fait perdre des emplois. Cela nous est arrivé à nous aussi. Seules les entreprises modernes et efficaces peuvent concurrencer dans un système de libre entreprise que les entreprises et le gouvernement américains défendent. Il faudrait chercher la cause réelle des problèmes avant de restreindre la concurrence.

Les députés conservateurs de la Colombie-Britannique surveillent la situation de près depuis des mois. Bon nombre d'entre nous étaient ici en 1982 et 1983 quand une initiative semblable a été prise et que nous avons traversé la même épreuve. Nous étions alors dans l'Opposition et nous avons offert notre entière coopération au gouvernement du temps et à l'industrie. Cette dernière nous tenait constamment au fait et nous suivions fidèlement ses instructions. Comme le processus des droits compensateurs est quasi-judiciaire et non politique, on nous avait demandé de ne pas parler de l'affaire ou d'en parler le moins possible publiquement, surtout à la Chambre des communes. Il n'a pas toujours été facile pour nous de retourner expliquer dans nos circonscriptions pourquoi nous n'intervenions pas à la Chambre et pourquoi nous ne faisons pas plus de bruit. Il serait agréable de pouvoir compter sur la même coopération de la part de l'Opposition actuelle.

L'été dernier, les membres de notre caucus se sont réunis à deux occasions, à Vancouver, avec leurs homologues politiques américains. Nous avons eu avec eux de franches discussions. Ils nous ont parlé sans ambages des conditions difficiles où ils se trouvaient dans leurs circonscriptions. Ils nous ont parlé de la dure lutte politique qu'ils doivent mener aux élections de l'automne prochain. Nous leur avons dit que nous avions aussi des situations difficiles dans nos circonscriptions et que le taux de chômage dans certaines parties de Colombie-Britannique était bien plus élevé que dans leurs circonscriptions aux États-Unis.

A plusieurs occasions, il y a eu des réunions avec les Américains, organisées par l'intermédiaire de l'Association parlementaire Canada—États-Unis, où nous avons discuté en détail de la question des bois résineux. Ces dernières semaines nous avons eu de nombreuses discussions avec le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher), le ministre d'État chargé des Forêts (M. Merrithew) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark). Elles ont porté tant sur les bardeaux que sur les bois résineux. Ces questions ont été bien discutées au caucus et le premier ministre (M. Mulroney), le cabinet et l'ensemble des députés les comprennent très bien. De plus, le caucus de Colombie-Britannique a rencontré des représentants de l'industrie et a eu des entretiens privés avec les syndicats. Le 30 mai, notre caucus a rencontré, à Vancouver, M. Mike Apsley du *Council of Forest Industries of B.C.* pour se renseigner et planifier une stratégie.

A notre avis, les ministres qui sont directement en charge de ces questions s'acquittent bien de leurs responsabilités. Le fait que la première réponse à l'imposition de droits compensateurs par les États-Unis a été l'annonce d'une réunion de tous les intéressés, à Vancouver vendredi, indique bien le degré de priorité que l'on attache à cette question.